

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 25 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Près Roseaux
BP 90013 RIEUX CEDEX
60870 VILLERS ST PAUL

Références : IC-R/0128/22-SD/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Près Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 VILLERS ST PAUL. L'inspection a été annoncée le 19/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la transmission du mémoire de cessation d'activités des installations coatings et de l'étude historique et documentaire liée, le 6 février 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Près Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 VILLERS ST PAUL
- Code AIOT dans GUN : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'établissement ARKEMA (ex-CRAY VALLEY) à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également Chemours (Seveso Seuil Bas) et DOW (Seveso Seuil Bas). La plateforme est bordée :

- à l'Est et au Sud par la Rivière Oise, puis par la commune de Verneuil-en-Halatte ;
- au Nord et à l'Ouest, par la RD200 puis par les centres des communes de Rieux et de Villers-Saint-Paul.

Le site emploie env. 140 salariés (+35 personnes d'entreprises extérieures).

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités autorisées par arrêté préfectoral du 30 mars 2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21 octobre 2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Cessation des activités Coatings

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2	/	Sans objet
Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités coatings de la société ARKEMA sont maintenant à l'arrêt depuis fin 2015. Un mémoire de cessation d'activités et une étude historique et documentaire ont été remis en février 2019. L'exploitant prévoit de démanteler les installations en 2023 et de réaliser les diagnostics environnementaux complémentaires en 2024.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : La société ARKEMA a notifié à Monsieur le Préfet de l'Oise la cessation des activités de l'atelier Coatings le 18 décembre 2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;
Constats : L'ensemble des produits et des mélanges a été éliminé lors des 8 mois de sécurisation des installations par Arkema. Cette élimination s'est faite sur la base d'un inventaire qualitatif et quantitatif des produits et déchets dangereux présents sur le site au moment de l'arrêt de l'activité COATINGS. Le jour de l'inspection l'exploitant a indiqué qu'il tenait à la disposition de l'inspection des installations classées un tableau de synthèse des tonnages de déchets solides éliminés ainsi que l'ensemble des justificatifs permettant de prouver que les éliminations et évacuations de déchets ont été faites conformément aux exigences applicables (notamment les bordereaux de suivi de déchets). Ainsi les stockeurs de matières premières (126C, 114A, 132B bord de l'Oise) ont été vidés, nettoyés à l'eau chaude et la vapeur. Ces stockeurs ont été purgés totalement par leur point bas. Les stockeurs de produits finis ont été vidés par leur point bas en latéral. Le jour de l'inspection l'exploitant a indiqué que des résidus étaient encore présent dans certaines installations (cf tableau ci-dessous). L'exploitant a également précisé que ces matières résiduelles figées dans les stockeurs ou tuyauteries ne présentaient pas de risque d'inflammabilité à température ambiante. La société ARKEMA a indiqué le jour de l'inspection que ces matières résiduelles seraient évacuées lors du démantèlement des installations (en 2023). Les canalisations ont été soufflées à l'azote. Concernant les fluides d'exploitation, les mesures de sécurisation prises par Arkema sont les suivantes : · Soude (25%), l'ensemble des tuyauteries a été rincé dans les 2 sens à l'eau et soufflé à l'azote. Pour le stockeur 126 C une déconnexion amont et aval ainsi que l'ouverture du point bas ont été réalisées ; · Solvants (white spirit et xylène) : l'ensemble des tuyauteries a été rincé à l'eau dans les 2 sens et soufflé à l'azote. Les tuyauteries sont déconnectées en amont et en aval, les points bas sont maintenus ouverts ; · TDI (Toluène Diisocyanate) : l'ensemble des tuyauteries a été soufflé à l'azote et neutralisé à la vapeur. Elles ont été déconnectées en amont et en aval et les points bas sont maintenus ouverts ; · IPDI (Isophorone Diisocyanate) : l'ensemble des tuyauteries a été soufflé à l'azote, neutralisé à la vapeur et déconnecté en amont et en aval ; · Acides gras (ligne des 5 huiles) : l'ensemble des tuyauteries a été rincé à l'eau et déconnecté en amont et en aval. Les points bas sont maintenus ouverts ; · La ligne de distribution du pentaerythritol a été intégralement démontée ;

· Eau d'estérification : l'ensemble des tuyauteries a été rincé à la soude et à l'eau et déconnecté en amont et en aval. Les points bas sont maintenus ouverts.
L'ensemble des lignes de produits finis a été purgé et soufflé à l'azote et les points bas sont maintenus ouverts.

Toutefois, certaines installations contiennent encore des quantités significatives de produits ou de mélanges comme le synthétise le tableau suivant :

Localisation	Produits résiduels en présence	Mesures de mises en sécurité proposées
114 B	Anhydride phtalique (environ 2 tonnes) en fond de cuves du stockeur 92 Acide phtalique (environ 10 tonnes) au niveau du stockeur 93. Il s'agit d'anhydride phtalique qui en présence de vapeur s'est transformé en acide phtalique Matériau figé ne présentant pas de risque d'inflammabilité à température ambiante, et compatible avec une découpe à froid et un grutage pour récupérer le déchet solide sur un batch.	Ventilation par ouverture des trous d'homme des capacités Opération de démantèlement envisagée : Grutage des stockeurs en place vers une zone isolée sur rétention Pelletage des résidus et élimination vers une filière de traitement (en général R1 : valorisation énergétique) Ferrailage des parties métalliques
126 D	GELKYDE 352 (solide à une température < 60°C), environ 1 tonne, en fond de stockeur 12 (serpentin de chauffe ne plongeant pas jusqu'au fond du stockeur) Aspect pâteux des produits permettant une collecte manuelle Matériau figé ne présentant pas de risque d'inflammabilité à température ambiante, et compatible avec une découpe à froid	Ventilation des capacités par ouverture des trous d'homme Opération de démantèlement envisagée : Grutage des stockeurs en place vers une zone isolée sur rétention Pelletage des résidus et élimination vers une filière de traitement (en général R1 : valorisation énergétique) Ferrailage des parties métalliques
126 C	Pellicule de résine figée ne présentant pas de risque d'inflammabilité à température ambiante, et compatible avec une découpe à froid	Enlèvement des agitateurs en pied des cuves permettant des observations
126 F	GELKYDE 352 (solide à une température < 60°C), 2 à 3 tonnes, en fond de stockeur 41 et 42 Synolac 99WP80, environ 500 kg de résine figée en fond de stockeur, compatible avec une découpe à froid	Ventilation par ouverture des trous d'hommes Opération de démantèlement envisagée : découpe et grutage
126 A (2ième étage)	Jaugeurs désaffectés (JA802 et JA803) contenant de standolie de lin (quelques cm figé en fond du jaugeur – Produit inerte et non inflammable) et de l'anhydride phtalique (jaugeur qui indiquait 100 kg d'anhydride cristallisé (Produit figé et non inflammable à température ambiante)	Ventilation par ouverture des trous d'hommes

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
Constats : L'ensemble des activités COATINGS se situe sur la plateforme chimique de Villers Saint Paul. L'intégralité du périmètre de la plateforme est clôturé. La plateforme chimique dispose de 2 entrées. Chacune de ses entrées dispose d'un contrôle d'accès (accès autorisé uniquement si port d'un badge valide). La limitation d'accès à la plateforme est assurée à la fois par la vidéosurveillance mise en place sur le site ainsi que la présence de gardiens 24h/24. Concernant les accès aux installations COATINGS au sein de la plate-forme : <ul style="list-style-type: none">• l'ensemble des portes, escaliers, trappes, échelles à crinoline est condamné ;• des barrières de chantier sont mises en place autour de l'ensemble constitué par les bâtiments 126A et 126C, ce qui inclue également les rétentions des chaudières ;• Concernant les installations 114A et 114B, la passerelle et les escaliers d'accès sont condamnés à leurs bases au moyen de chaines ou de cadenas ;• Des barrières de chantier sont mises en place autour de l'ensemble constitué par les bâtiments 126D, 126F 126G. De plus, un système d'affichage interdisant le franchissement des zones condamnées est mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : L'ensemble des stockages de matières premières et de produits dangereux a été éliminé lors de la période de sécurisation du site. Ainsi, l'ensemble des stockeurs, des réacteurs et diluteurs a été vidé, nettoyé avec maintien du point haut et bas ouvert. L'ensemble des tuyauteries présentant un risque d'incendie, d'explosion ou de contamination des milieux a été vidangé, inerté à l'azote puis mis à l'atmosphère. L'intégralité des réseaux TDI, IPDI a été totalement déposé. L'ensemble des produits combustibles a été éliminé. Selon l'exploitant, les matières résiduelles figées dans les stockeurs ou tuyauteries ne présentent pas de risque d'inflammabilité à température ambiante. Les réseaux suivants ont été mis hors services dans les installations COATINGS (sans dépose totale des réseaux) : <ul style="list-style-type: none">• Électricité (coupure générale de l'ensemble des installations) ;• Eau déminéralisée (déconnecté en batterie limite) ;• Eau (adoucie) décarbonatée (platinage) ;• Eau brute (déconnecté) ;• Fluide thermique (vidangé) ;

<ul style="list-style-type: none"> · Azote (7 bar) et azote (3,5 bar) (déconnexion physique du réseau) ; · Air comprimé (coupure générale et déconnexion ballon tampon) ; · Gaz naturel (déconnexion batterie limite et à l'entrée du réseau de distribution) ; · Informatique (déconnexion par coupure générale) ; · Sécurité intrinsèque (réseau incendie).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p>
<p>Constats : La cessation partielle d'activité concerne la société ARKEMA qui exploite toujours d'autres installations sur la plate forme de Villers Saint Paul. Ces installations font l'objet d'une surveillance des effets sur son environnement et notamment sur les eaux souterraines via un réseau de piézomètres.</p> <p>Le mémoire de cessation d'activité remis le 6 février 2019 était complété d'une étude historique et documentaire du site et plus particulièrement des activités coatings.</p> <p>Cette étude conclut à recommander de compléter cette étude et les données collectées par la réalisation d'investigations complémentaires pour permettre la rédaction d'un plan de gestion adapté à l'état du site et à son usage futur de type industriel.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé le calendrier des futures étapes de cette cessation d'activités.</p> <p>L'année 2022 va être utilisée pour réaliser les appels d'offres pour les étapes de diagnostics et démantèlement.</p> <p>Les premiers diagnostics concerneront l'amiante et le plomb dans le cadre du démantèlement des installations. Le démantèlement aura pour objectif de mettre les terrains au niveau du sol et de supprimer les trois cuves enterrées.</p> <p>Ce démantèlement devrait se réaliser d'avril 2023 à fin 2023.</p> <p>Les diagnostics environnementaux préconisés au sein du mémoire de cessation et l'étude historique et documentaire seront réalisés au cours de l'année 2024.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R 5121-39-3 devrait être remis fin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Lors de la réalisation des investigations et des diagnostics environnementaux prévus au point de contrôle précédent, l'exploitant s'assurera : <ul style="list-style-type: none">- d'identifier les substances et mélanges qui ont été utilisés/ entreposés/ produits ou rejetés durant son activité ; en caractérisant leur capacité de dispersion dans l'environnement et leur dangerosité et ; en les localisant sur un plan ;- de la cohérence du programme d'investigations de la qualité des milieux au regard de ces substances et mélanges à risque, des enjeux à protéger et des voies de transfert de pollution possibles. L'exploitant justifiera les zones, milieux non ou moins investigués et la définition des programmes analytiques réalisés. En cas de découverte d'un spot de pollution, l'exploitant devra caractériser l'étendue spatiale de cette source de pollution et son origine. Le cas échéant, l'exploitant proposera un plan de gestion de celle-ci. On rappelle que la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués recommande, en premier lieu, de rechercher les possibilités de suppression des sources de pollutions et de leurs impacts. L'exploitant précisera si les piézomètres sont nivelés et comment a été déterminé le niveau de la nappe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
Prescription contrôlée : <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. " En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. " L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>Constats : Au sein du mémoire de cessation d'activité, l'exploitant précise que le site accueille des activités industrielles depuis 1960.</p> <p>Il informe également que les premières activités industrielles qui ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral correspondent à la fabrication de phtalates (l'arrêté préfectoral du 03/09/1962).</p> <p>Le site était autorisé à exploiter les installations des activités COATINGS par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2008. Aucun usage futur du site n'est précisé dans cet arrêté préfectoral.</p> <p>Selon l'article R.512-39-2 du Code de l'Environnement, l'exploitant a réalisé une procédure de communication d'usage (cf. courrier transmis au maire de la commune, au propriétaire ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Oise).</p> <p>Ces courriers sont datés du 18 décembre 2015. Selon exploitant, le jour de l'inspection, ce dernier a précisé ne pas avoir reçu de réponse de la part des destinataires.</p> <p>Conformément à l'article R-512-39-2 du code de l'environnement, en l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>Arkema propose ainsi de maintenir un usage futur industriel pour l'ensemble des parcelles mentionnées ci-dessus objet de la présente cessation d'activité.</p> <p>Cette proposition d'usage est motivée par les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">· L'usage successif des terrains en activité industrielle ;· La compatibilité de l'usage futur proposé avec les dispositions du Plan Local d'Urbanisme en vigueur à la date de rédaction du présent mémoire de cessation d'activités. <p>Ce dernier classe notamment les parcelles dédiées à l'activité COATINGS en zone U1az, secteur industriel dense soumis à des risques technologiques, pour laquelle les habitations sont interdites.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Coatings
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.</p> <p>Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>« Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. »</p>
<p>Constats : L'exploitant transmettra fin 2024, le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.</p> <p>Le mémoire s'appuiera sur une étude qui comprendra les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">– une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution (déjà communiquée, à compléter le cas échéant) ;– une étude de vulnérabilité de l'environnement ;– un diagnostic des milieux (sols, gaz du sol, eaux souterraines et superficielles) permettant de circonscrire les différentes pollutions éventuellement constatées. <p>Cette étude prendra en compte les éléments précisés au sein du point de contrôle de l'article R. 512-39-1.</p> <p>Cette étude doit permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet